

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
Pôle Carrières et Déchets
2, quai de Verdun – 82 000 MONTAUBAN
Tél 05 63 91 74 40
www.occitanie.developpement-durable.gouv.fr

Montauban, le 16/08/22

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection n° 82-22-50 du 11/08/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DRIMM

3525 route de La Ville Dieu
BP 19
82700 MONTECH

Références : SV/2022-978
Code AIOT : 0006804445

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/08/2022 dans l'établissement DRIMM implanté 3525 RTE DE LA VILLE DIEU 82700 MONTECH. L'inspection a été annoncée le 19/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DRIMM
- 3525 RTE DE LA VILLE DIEU 82700 MONTECH
- Code AIOT : 0006804445
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société DRIMM, filiale du groupe Séché Environnement est une entreprise spécialisée dans le domaine du traitement et du stockage des déchets. Elle exploite le pôle bio-énergies de Fromissard, sur la commune de Montech depuis 1987.

Ce site regroupe un certain nombre d'installations dont :

- un centre de tri des déchets d'emballage provenant de la collecte sélective des ménages et des activités industrielles,
- une déchetterie intercommunale ouverte aux particuliers,
- une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) : l'installation s'étend sur une superficie de 72 ha et est autorisée à recevoir 280 000 t en 2021, puis 270 000 t en 2022 et enfin 200 000 t/an à compter de début 2023 et ce, jusqu'à fin 2035.
- un centre de tri haute-performance des déchets d'activités économiques et des déchets

- d'éléments d'ameublement ,
- des installations de valorisation et d'élimination du biogaz,
- des équipements connexes (bassins de stockage des eaux de ruissellement internes au site, des lixiviats et des eaux traitées, installation de traitement des lixiviats et des effluents industriels).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suite de la visite du 8 juillet 2021
- contrôle par caméras

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|------------------------------|--|--|---|-----------------------|
| 8 | Composition du centre de tri | Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 67.1 | / | Mise en demeure, respect de prescription | |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|----------------------------------|---|--|-------------------|
| 2 | Dispositif de contrôle par vidéo | Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-III | / | Sans objet |
| 3 | Dispositif de contrôle par vidéo | Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-IV | / | Sans objet |
| 4 | Dispositif de contrôle par vidéo | Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-V | / | Sans objet |
| 5 | Réseau de drainage des lixiviats | Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 31 | / | Sans objet |
| 6 | PAC | Code de l'environnement du 11/08/2022, article R181-46 | / | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-----------------------------------|--|--|-------------------|
| 1 | Dispositif de contrôle par vidéo | Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-II | / | Sans objet |
| 7 | MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE | Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 77.4 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en place du contrôle caméra est effective, certaines dispositions organisationnelles restent à formaliser.

L'inspection a constaté la présence d'un stock de déchets combustibles dans une zone non prévue à cet effet et à proximité de la clotûre et de la zone boisée, qu'il conviendra d'évacuer dans les meilleurs délais.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositif de contrôle par vidéo

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-II |
| Thème(s) : Risques chroniques, Caméra vidéo-surveillance |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre : -les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ; -la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin. |
| Constats : L'inspection constate que l'exploitant a installé 3 caméras supplémentaires au niveau des quais de déchargement de l'installation de stockage : <ul style="list-style-type: none">• 1 caméra permettant de filmer l'arrivée des camions et identifier la plaque d'immatriculation,• 2 caméras de chaque côté de la zone de déchargement pour filmer l'opération de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ; L'exploitant indique qu'elles ont été mises en service courant juin. L'inspection constate que les images sont retransmises : <ul style="list-style-type: none">• dans un local situé au niveau des bureaux administratifs ;• dans le local de supervision de l'installation de valorisation du biogaz. L'inspection a constaté que les images étaient enregistrées. Les enregistrements sont accessibles dans le local situé au niveau des bureaux administratifs. L'inspection constate que les plaques d'immatriculation sont correctement lisibles. L'exploitant précise que les caméras existantes sur les ponts bascule permettent également de lire les plaques, mais elles ne sont pas visées par le présent article et ne respectent pas certaines dispositions notamment en terme de durée de conservation des images. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Dispositif de contrôle par vidéo

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-III |
| Thème(s) : Risques chroniques, Information du personnel |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le comité social et économique de l'installation, à défaut, les institutions représentatives du personnel, sont consultés avant l'installation du dispositif du contrôle par vidéo.</p> <p>La présence d'un dispositif de contrôle par vidéo des déchargements fait l'objet d'une signalisation à l'entrée de l'installation et ainsi que dans les locaux filmés par l'intermédiaire de panneaux, en nombre suffisant, affichés en permanence, lisibles et compréhensibles dans les lieux concernés, qui comportent a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> -le pictogramme d'une caméra indiquant que le lieu est placé sous surveillance vidéo ; -la finalité du traitement installé ; -la durée de conservation des images ; -le nom ou la qualité et le numéro de téléphone du responsable de l'exploitation ; -le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), ainsi que la procédure à suivre pour demander l'accès aux enregistrements visuels les concernant. <p>L'exploitant informe individuellement les salariés de l'exploitation de la présence et de la localisation du dispositif de contrôle par vidéo des déchargements des déchets. L'exploitant s'assure que les producteurs, détenteurs et transporteurs des déchets réceptionnés dans l'installation informent individuellement leurs salariés susceptibles d'être filmés dans la zone de contrôle par vidéo de l'installation.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'inspection consulte un procès verbal du CSE du 24 septembre 21 mentionnant la consultation avant l'installation du dispositif du contrôle par vidéo</p> <p>L'inspection constate la présence de 2 panneaux lisibles comportant les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le pictogramme d'une caméra indiquant que le lieu est placé sous surveillance vidéo ; • la finalité du traitement installé ; • la durée de conservation des images ; • le nom et le numéro de téléphone du responsable de l'exploitation ; • le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), ainsi que la procédure à suivre pour demander l'accès aux enregistrements visuels les concernant. <p>Un panneau est installé sur le bâtiment du chef de quai et un second est installé au niveau du panneau Stop à l'entrée du quai</p> <p>L'exploitant indique qu'une information complémentaire sur la surveillance vidéo est affichée pour les chauffeurs au niveau du pesage</p> <p>L'exploitant indique qu'un mailing aux clients transporteurs a été fait pour les informer de cette nouvelle disposition et leur demander d'informer leurs salariés.</p> <p>Néanmoins, l'exploitant n'a pas mis en place un système formalisé pour s'assurer que l'ensemble des producteurs, détenteurs et transporteurs des déchets réceptionnés dans l'installation informent individuellement leurs salariés susceptibles d'être filmés dans la zone de contrôle par vidéo de l'installation.</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Dispositif de contrôle par vidéo

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-IV |
| Thème(s) : Risques chroniques, Données enregistrées et indisponibilité |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à dix jours calendaires sur une année. Pour les installations de stockage de déchets relevant de la rubrique 2760-2-b de la nomenclature des installations classées comportant un quai de débarquement mobile, le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à vingt jours calendaires sur une année, Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs. Un journal recense les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo. Les données sont enregistrées numériquement et doivent inclure des informations permettant de déterminer, sur tout extrait de la séquence vidéo, la date, l'heure d'enregistrement et, le cas échéant, l'emplacement de la caméra. Les données ne comportent aucune information sonore et, si des personnes ont été filmées, leur image est anonymisée par tous moyens de nature à empêcher leur identification. Ces données sont conservées pendant un an. Au terme de ce délai, les données sont effacées automatiquement.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique la vérification du fonctionnement de la caméra est assuré :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pendant les jours ouvrés par l'opérateur présent au niveau du poste de pilotage de l'unité de valorisation du biogaz, dans lequel les images sont affichées en permanence. • par le centre de télésurveillance CDT à Perpignan. Ce centre suit les reports d'alarme de tous le site et a également accès aux images des caméras. <p>L'exploitant a indiqué avoir mis en place un journal qui recense les périodes d'indisponibilité, rempli par la responsable QSE du site. Aucun défaut n'a été enregistré depuis la mise en place des caméras.</p> <p>Aucune système ne permet de détecter automatiquement les arrêts d'image, ni d'enregistrer automatiquement les durées concernées. L'exploitant indique que la mise en place de ce système est envisagé début 2023.</p> <p>L'inspection a consulté des données enregistrées numériquement, et a constaté qu'elles incluent des informations permettant de déterminer, sur tout extrait de la séquence vidéo, la date, l'heure d'enregistrement et la caméra concernée. Les données ne comportent aucune information sonore. Néanmoins, lorsque des personnes ont été filmées, leur image n'est pas correctement anonymisée par tous moyens de nature à empêcher leur identification.</p> <p>L'exploitant confirme que les données sont conservées pendant un an, et qu'au terme de ce délai, les données sont effacées automatiquement.</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Dispositif de contrôle par vidéo

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-V |
| Thème(s) : Risques chroniques, Consultation des données enregistrées |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Ont seuls accès aux données et informations mentionnées au présent article, le cas échéant en temps réel, le personnel de l'installation habilités à cet effet par l'exploitant. L'exploitant prend toutes les mesures pour réserver l'accès aux enregistrements aux seules personnes habilitées, notamment par un dispositif d'authentification de ces personnes. [...]Les données sont accessibles sur site. Elles sont transmises sous une forme utilisable à la demande des agents de l'Etat mentionnés au 1°. |
| Constats : L'exploitant indique que 3 personnes disposent du code d'accès pour consulter les enregistrements vidéo : <ul style="list-style-type: none">• le directeur des opérations,• la responsable QSE de l'installation,• le responsable du tri et de la valorisation, ancien responsable QSE de l'installation. Il n'existe pas de formalisation de la délivrance de ces habilitations. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : Réseau de drainage des lixiviats

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 31 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Lixiviats - pollution de sols |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'ensemble de l'installation de drainage et de collecte des lixiviats est conçu pour limiter la charge hydraulique à 30 centimètres en fond de site et permettre l'entretien et l'inspection vidéo des drains. Ce réseau de drainage est composé d'une couche de graves de 0,5 mètre d'épaisseur. |
| Constats : Lors de l'inspection du 8 juillet 2021, l'exploitant avait indiqué que les lixiviats sont pompés régulièrement (la pompe fonctionne tant qu'il y en a en fond de casier puis s'arrête et redémarre ensuite selon le programme mis en place par l'exploitant par retour d'expérience). L'inspection avait demandé à l'exploitant de mener une réflexion afin de s'assurer qu'il n'y a jamais plus de 30 cm de lixiviats en fond de casier. L'exploitant confirme que la réflexion est en cours pour mettre en place un système de contrôle (soit pas sonde, soit par l'acquisition de caméra). |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 6 : PAC

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/08/2022, article R181-46 |
| Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance de modifications |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. |
| Constats : L'exploitant indique que les différentes zones de stockage figurant dans le porter à connaissance ayant servi de base à l'évaluation des risques restent adaptées. Les modifications concernent uniquement l'implantation des équipements au sein de la zone 2 (déplacement du granulateur), l'exploitant indique que cette modification est mineure et reste dans les hypothèses ayant conduit aux modélisation des effets thermiques. Elle n'a cependant pas fait formellement l'objet d'un porter à connaissance de Madame la Préfète. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 7 : MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 77.4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Détection et extinction incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant met en place les moyens de lutte supplémentaires suivants : <ul style="list-style-type: none">• une installation d'extinction automatique à eau de type sprinklers sur la zone concernée par la mise en place du module de finition du CSR,• une installation d'extinction automatique à eau de type sprinklers sur la zone de chargement de CSR,• une installation de détection et d'extinction automatique spécifique à la défense incendie du granulateur,• une installation d'extinction automatique à eau de type sprinklers pour la protection des deux cyclo-filtres. |
| Constats : L'exploitant confirme avoir mis en service en juillet 2021 un système optique de détection étincelles avec extinction automatique comportant : <ul style="list-style-type: none">• un détecteur à la sortie du granulateur,• un détecteur à chaque entrée des 2 cyclofiltres. Le dispositif a deux niveaux d'alarme : <ul style="list-style-type: none">• Alarme 1 : dès la première étincelle - extinction 5 secondes,• Alarme 2 (20 étincelles sur 5 secondes) - extinction maintenue tant que le système détecte une étincelle. Il indique avoir raccordé ce système à une alarme sonore et visuelle en juin 2022 L'inspection a pu consulter le rapport de mise en service du 28/07/21 de la société Fagus Grecon et le rapport d'intervention 01/06/22. Ce dernier contient une remarque sur le risque de gel et indique que l'asservissement klaxon/alarme n'a pas été contrôlé. Il ne mentionne pas de défaillance. L'exploitant indique qu'il considère la remarque sur le gel comme non pertinente compte tenu de la localisation du système. L'inspection recommande de tracer son analyse à propos des observations émises et de faire contrôler l'asservissement. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 8 : Composition du centre de tri

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 67.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Localisation zone stockage |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le centre de tri haute performance comporte : <ul style="list-style-type: none"> ◦ un bâtiment de 4 000 m² comprenant : <ul style="list-style-type: none"> ◦ une zone de réception, déchargement, pré-tri et broyage d'environ 1 750 m², ◦ une zone de séparation et tri automatisé des matières d'environ 1 000 m², ◦ une zone de préparation de combustible solide de récupération (CSR) d'environ 1 000 m² , ◦ des locaux techniques pour environ 250 m², • des stockages extérieurs composées des zones suivantes pour le : <ul style="list-style-type: none"> ◦ stockage de bois en vrac (aire étanche d'environ 300 m²), ◦ chargement du CSR , ◦ chargement de bois, ◦ chargement des refus, ◦ les bennes de FMA (Fond Mouvant Alternatif) chargées (ou conteneurs adaptés) en CSR en attente de départ, ◦ stockage de la ferraille. |
| <p>Constats :</p> <p>L'inspection constate la présence d'un stockage de balles de déchets issus de la collecte sélective au droit de la zone dédiée aux déchets métalliques, et à proximité de la clotûre et de la zone boisée.</p> <p>L'exploitant indique qu'il a réceptionné ces balles de déchets, il y a 3 semaines. Ces balles sont en provenance de Toulouse Métropole suite à un problème rencontré par ce dernier sur ses installations.</p> <p>Il évalue le stock à 130 balles d'environ 1,2 m³.</p> <p>Aucune information préalable n'a été faite auprès de l'inspection des installations classées ni de Madame la Préfète.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Propositio de délai : 15 jours à compter de la notification de l'arrêté |